

La Russie en quête d'une politique des nationalités

Description

Le «Â nord-CaucaseÂ Â», intÃ©grÃ© – thÃ©oriquement – Ã la FÃ©dÃ©ration de Russie, recouvre aujourd'hui non seulement des rÃ©publiques fÃ©dÃ©rÃ©es, mais aussi des territoires et une rÃ©gion. Les rÃ©publiques, Ã l'exception de celle du Daghestan, portent toutes des noms de groupes ethniques non russes. Au nombre de sept depuis la partition en deux RÃ©publiques de la TchÃ©tchÃ©no-Ingouchie, ces rÃ©publiques sont trÃ©s diffÃ©rentes les unes des autres, autant par leur composition ethno-dÃ©mographique que par leur pratique Ã©conomique et les relations que leurs dirigeants respectifs ont tentÃ© d'Ã©tablir avec Moscou.

Depuis la fin des annÃ©es 80, on a bien du mal Ã distinguer ce qui pourrait s'appeler une politique des nationalitÃ©s menÃ©e par Moscou sur son territoire en gÃ©nÃ©ral, et au nord-Caucase en particulier. Cependant, certaines lignes directrices apparaissent, tandis que l'ombre d'une politique en creux, correspondant Ã un Ã©trange mÃ©lange de vide dÃ©libÃ©rÃ© et d'exaspÃ©ration des tensions interethniques, laisse entrevoir la reprise Ã leur compte, par les dirigeants locaux, de la gestion des diffÃ©rences ethniques et de la dÃ©finition d'une intÃ©gration politique des allÃ©geances ethnoculturelles.

La face apparente de la politique des nationalitÃ©s tentÃ©e par le pouvoir russe de Moscou depuis la fin des annÃ©es 80 s'incarne, concernant le nord-Caucase, de deux faÃ§ons: le discours officiel d'une part, et la pratique d'autre part, souvent divergente.

Le discours officiel, qui s'appuie sur la Constitution russe de 1993 (en particulier son chapitre 3 intitulÃ© La FÃ©dÃ©ration de Russie) et sur des textes de dÃ©clarations comme la «Â Conception pour une politique des nationalitÃ©s en FÃ©dÃ©ration de Russie[1]Â Â», annonce la construction d'un fÃ©dÃ©ralisme «Â Â» nouvelle maniÃ¨reÂ Â», oÃ¹ les sujets de la FÃ©dÃ©ration ne sont pas tous dotÃ©s des mÃªmes attributions – selon leur taille et le statut qu'il avaient Ã l'Ã©poque soviÃ©tique – , mais oÃ¹ les conditions de dÃ©veloppement des cultures et langues nationales doivent Ãatre Ã©galement assurÃ©es pour toutes les nationalitÃ©s[2]. Bien loin de la construction d'une nation civique par absorption et intÃ©gration progressive des nationalismes pÃ©riphÃ©riques, il reste avant tout gonflÃ© de belles proclamations, reprenant Ã son compte la dÃ©finition figurant dans la Constitution d'un Etat multiethnique et multiculturel, mais ne prÃ©voit pas de cadre juridique de principe.

La pratique, quant Ã elle, s'arrange de ces dÃ©clarations et obÃ©it bien souvent au mot d'ordre «ÂÂ divise et impereÂ Â», jouant d'ailleurs, bien au-delÃ de la rÃ©gion du Caucase-nord, de pressions militaires et Ã©conomiques opÃ©rÃ©es sur les Etats de Transcaucasie, afin de les affaiblir et de renforcer par lÃ -mÃªme leur dÃ©pendance de Moscou.

Une innovation de l'aprÃ©s-soviÃ©tisme : un fÃ©dÃ©ralisme Ã la carte

Les Républiques du nord-Caucase, à l'exception de la Tchétchénie, ont signé la Charte de la Fédération du 31 mars 1992, mais elles en ont fait par la suite une utilisation particulière, renforcée par la signature par certaines d'entre elles d'accords signés avec Moscou. Ainsi, un accord signé avec Moscou par la République de Kabardino-Balkarie le premier juillet 1994 et un accord signé entre l'Ossétie du Nord et Moscou le 23 mars 1995 accordent aux deux Républiques un accroissement de leurs compétences en matière budgétaire, commerciale et douanière. On retrouve ici la logique du «meilleur négociateur», initiée par Chamiliev au Tatarstan lors de la signature de son accord pionnier le 15 février 1994.

Parallèlement à l'accroissement des compétences dévolues aux Républiques fédérales (par rapport aux Républiques autonomes de l'époque soviétique), certains statuts sont également revus à la hausse: ainsi, la région autonome des Adyghés et la région autonome de Karatchaï-vo-Tcherkessie sont transformées respectivement en République des Adyghés, et République de Karatchaï-vo-Tcherkessie, ce qui leur donne le loisir d'adopter une Constitution (qui doit être conforme à la Constitution fédérale), et, surtout, une série d'attributions propres aux Républiques fédérales, précisées par l'article 72 de la Constitution. Au-delà de la négociation juridique, une autre forme de politique des nationalités est conduite par Moscou: elle s'appuie sur la remise en œuvre de vieilles méthodes, et est guidée par des préoccupations stratégiques.

La remise en œuvre des «vieilles méthodes»: l'exemple du conflit (russo)-osséto-ingouche

L'aspect plus crûment politique et stratégique, monté sur deux grands axes, militaire et économique, est fortement visible dans le cas du sanglant conflit qui a opposé Ossètes et Ingouches en octobre-novembre 1992. L'éclatement du conflit a été provoqué par le vote d'une loi au Soviet suprême de RSFSR en avril 1991. Cette loi, dite de réhabilitation des peuples victimes de la répression, contient un article nodal – et explosif-, l'article 3 qui a réhabilité également le territoire des peuples d'origine et introduit le droit des populations d'origine à se réinstaller sur leurs terres traditionnelles d'avant la déportation.

Du fait que le territoire ingouche a été peuplé dès 1944 par d'autres populations, dont des Ossètes, la volonté de retour des Ingouches sur leurs terres a suscité un violent conflit, auquel les forces fédérales russes ont participé, aux côtés des Ossètes, qui historiquement ont toujours témoigné leur allégeance à Moscou. La reconnaissance, quelques mois plus tard, de la partition tchéto-ino-ingouche et de la création de la République d'Ingouchie par Moscou fait du comportement du pouvoir russe un aller-retour entre le soutien à des intérêts antagonistes, qui in fine ne perdent pas de vue les aspects cruciaux de la géopolitique: le passage par l'Ossétie, majoritairement chrétienne et historiquement alliée, de la route militaire de Géorgie.

Le statu quo qui dure depuis 1992, malgré l'élection d'un nouveau Président à la tête de l'Ossétie du Nord et la multiplication des rencontres tripartites russo-osséto-ingouches dans l'optique de liquider les conséquences du conflit, témoignent d'une absence de volonté de Moscou de réhabiliter réellement le peuple ingouche dans ses frontières antérieures en permettant aux réfugiés présents depuis 1992 de se réinstaller au Progorodny, la région doublement convoitée. D'autres cas de figure se développent au nord-Caucase, dont celui des Républiques dites binationales ou biethniques, mais qui en réalité sont – au moins –

trinacionales, car peuplées d'une forte minorité russe.

Les Républiques plurinationales : risques de partition ou recherche d'un modus vivendi sans la participation du pouvoir fédéral ?

Deux exemples illustrent le cas des républiques binationales : la République de Karatchaïvo-Tcherkessie, où les probendes économiques et la répartition de richesses par groupe ethnique sont masqués par une agitation de lutte ethnique, et la République de Kabardino-Balkarie, où, à plusieurs reprises, de sévères affrontements ont conduit à l'imminence d'une partition en deux Républiques monoethniques.

La population de Kabardino-Balkarie est à majorité kabarde (48 %). Le deuxième groupe est le groupe russe (23 %) et enfin les Balkars, très minoritaires et rentrés de déportation en 1957 constituent 10 % de la population. La perestroïka a eu dans cette République des répercussions fortes en termes de déclaration d'indépendance et de sécession territoriale. Sur fond de revendications des territoires non restitués après la déportation, les Balkars proclament la création d'une République de Balkarie en novembre 1991. Un référendum mené au sein de la population balkare sur la sécession obtient 95% de oui. Pourtant, les Balkars participent au deuxième tour des présidentielles de la République et restent en son sein.

L'éclatement de conflits liés à des affaires de corruption et montés en épingle sur des lignes de clivage ethnique aboutit à la création d'un comité parlementaire des questions interethniques. Après une phase d'accalmie, le Congrès du peuple balkar proclame la création d'une République de Balkarie. Les solutions balkares sont déclarées comme illégales par le Parlement. Le Président Kokov, de nationalité kabarde, introduit en 1997 la répartition ethnique des postes de pouvoir en nommant un Premier ministre balkar et un vice-président russe. On assiste ici à la fabrication interne à l'échelle locale d'une politique des nationalités et à l'instauration d'éléments de création d'une nation civique, en particulier dans l'identification au niveau de la République, par opposition à la fédération.

En République de Karatchaïvo-Tcherkessie, la minorité russe est en réalité une majorité démographique et Moscou est rapidement interpellé pour résoudre des litiges politiques, en matière électorale; 42,5 % des habitants sont Russes, face à 31 % de Karatchaïs et 9,6% de Tcherkesses, auxquels s'apparentent 6,5 % d'Abazes. Dernière des Républiques à élire le chef de son exécutif en mai 1999, la République de Karatchaïvo-Tcherkessie tente un passage tardif à l'élection démocratique du Président en mai 1999: l'élection d'un Karatchaï (Semionov) est contestée par la minorité tcherkesse, qui en appelle à Moscou pour trancher. C'est d'abord par le recours aux Cours suprêmes de la République, puis fédérale, qu'une invalidation du scrutin est tentée par le rival de Semionov, le maire de Tcherkessk, le Tcherkesse Derev. Insatisfait par les réponses qu'il obtient, il demande au pouvoir fédéral de nommer un Président par intérim pour quatre ans, et demande qu'il soit russe.

Parallèlement, un Congrès tcherkesse élabore un projet de partition et de rattachement au territoire de Stavropol. Stepachine, à l'époque Premier ministre de la Fédération de Russie, menace de réprimer tout séparatisme inconstitutionnel. La recherche d'un compromis juridique n'aboutit pas et de nouvelles tensions en octobre 1999 conduisent à la proclamation -restée sans effet- de l'indépendance tcherkesse, sur fond de mobilisation forte pour la restauration de la Grande Kabarda, royaume tcherkesse du XVIII^e siècle, dont le projet figure au programme des

associations ethniques de mobilisation AdyghÃ© KhasÃ©.

Ailleurs, comme au Daghestan ou en RÃ©publique des AdyghÃ©s, d'autres systÃ©mes de gestion des tensions ethniques sont expÃ©rimentÃ©s: la premiÃ©re instaure un exÃ©cutif collÃ©gial et renonce au poste de PrÃ©sident, la seconde choisit la paritÃ© politique.

La RÃ©publique du Daghestan est confrontÃ©e Ã l'avalanche de dÃ©clarations d'indÃ©pendance: les groupes ethniques les plus nombreux du Daghestan s'organisent en associations, partis ou congrÃ©s et proclament, Ã partir de 1989, la crÃ©ation de RÃ©publiques autonomes, souveraines voire indÃ©pendantes. Ainsi, tour Ã tour, Koumyks, Lezguines, NogaÃ©s menacent de se sÃ©parer du Daghestan. Un exÃ©cutif collÃ©gial reprÃ©sentÃ© par quatorze membres de nationalitÃ©s diffÃ©rentes est alors mis en place. La RÃ©publique des AdyghÃ©s instaure un systÃ©me de paritÃ© politique qui, de fait, favorise une surreprÃ©sentation de la population adyghÃ©e dans les institutions et crÃ©e un mÃ©contentement dans la population russe.

Quant Ã la TchÃ©tchÃ©nie, elle marque plus, Ã l'heure actuelle, le constat d'Ã©chec d'une politique des nationalitÃ©s au niveau fÃ©dÃ©ral, dans la mesure oÃ¹ malgrÃ© l'Ã©tablissement d'un «Ã© fÃ©dÃ©ralisme Ã la carteÃ©», aucun compromis n'a pu Ã©tre trouvÃ© depuis la signature en aoÃ»t 1996 des accords de paix de Khassav-lourt.

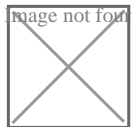
On ne peut voir clairement, depuis dix ans, de politique des nationalitÃ©s explicite menÃ©e par Moscou sur le terrain thÃ©orique et conceptuel. La pratique rÃ©alisÃ©e jusqu'Ã prÃ©sent montre l'essai de diffÃ©rentes voies, mais aucune vÃ©ritable politique de long terme. La tentative, de la part de Moscou, d'Ã©radiquer tout regroupement rÃ©gional, d'empÃªcher toute restauration de la confÃ©dÃ©ration des peuples du Caucase ou toute effectivitÃ© de l'AssemblÃ©e interparlementaire du nord-Caucase, permet au pouvoir fÃ©dÃ©ral de faire de cette illisible ou absente politique des nationalitÃ©s un rÃ©el moyen de maÃ®trise des processus ethnopolitiques au nord-Caucase, en atomisant le plus possible les nationalitÃ©s caucasiennes, et en les opposant.

Par Aude MERLIN

[1] RatifiÃ©e par dÃ©cret du dÃ©cret du prÃ©sident de la FÃ©dÃ©ration de Russie le 15 juin 1996.

[2] Contrairement Ã la pÃ©riode soviÃ©tique oÃ¹ la classification en trois sous-groupes, nations, nationalitÃ© et groupe ethnique attribuait de faÃ§on diffÃ©rentielle aux groupes ethniques des droits, en fonction de leur taille, et du statu attribuÃ©.

Image not found or type unknown



[Ã Retour en haut de page](#)

date crÃ©Ã©e

01/03/2000

Champs de MÃ©ta

Auteur-article : Aude MERLIN